

LE 1^{ER} OCTOBRE EXIGEONS L'ABROGATION
DE LA LOI SUR LA RETRAITE À 64 ANS

**LES CHÔMEUR-SES
ET PRÉCAIRES SERONT AUSSI
DANS LA RUE !**

La dernière contre-réforme de l'assurance chômage à laquelle Gabriel Attal a dû renoncer en juillet dernier ne doit **pas faire oublier les baisses de droits drastiques qui ont été appliquées au forceps durant la dernière mandature de Macron contre les chômeur-ses et les précaires**. Ce déferlement de casses qui s'est enchaîné ces dernières années doit aussi être abrogé urgemment : calcul du salaire journalier de référence, passage de 4 à 6 mois de la durée de cotisation nécessaire pour ouvrir les droits, réduction de la durée d'indemnisation via le mécanisme de « contracyclicité »... avec en corollaire l'intensification des contrôles, obsession de tous les gouvernements.

Tout comme pour les retraites, ces baisses de droits toucheront de plus en plus de monde, avec en premier lieu les femmes qui représentent aujourd'hui 54 % des chômeur-ses, les jeunes à l'avenir incertain mais aussi les plus âgé-es d'entre nous. Avec le recul de l'âge de la retraite à 64 ans, 1 actif(ve) sur 2 n'étant plus en activité à partir de 60 ans, de plus en plus de travailleur-ses seront piégé-es dans un sas de la précarité de plus en plus long au RSA ou au chômage. De manière générale l'allongement de la durée en emploi nécessaire pour ouvrir des droits à la retraite ajouté à la non prise en compte des périodes chômées ou non travaillées, pénalise des millions de travailleur-ses, et particulièrement les femmes qui majoritairement ont des carrières fragmentées et des bas salaires.

Concernant l'assurance chômage, toutes ces attaques participent à **un seul et même projet : casser les maigres droits conquis pour les chômeur-ses et précaires afin de les forcer à accepter des emplois précaires souvent mal payés et non-choisis**. Et l'avènement de France Travail n'est que celui d'une machine infernale, déshumanisée, pilotée par des algorithmes et qui ne vise qu'à broyer ses agent-es et ses usager-es au profit d'un patronat toujours plus avide de main d'œuvre taillable corvéable à merci ! Véritable retour au moyen âge des droits sociaux !

Aussi, face au chômage de masse, à la casse de nos droits sociaux et des institutions du salariat (retraites, santé, chômage...), aux conditions de travail et de vie qui se dégradent de plus en plus et à l'absence d'emplois dignes, **Solidaires revendique de nouveaux droits pour toutes et pour tous avec ou sans emploi à travers la revendication du nouveau statut du salarié·e.** Il s'agit de garantir une continuité du salaire entre deux emplois sans perte de qualification et également un droit au salaire pour toutes les sans emploi, avec ou sans papiers, et dès 18 ans (au minimum à la hauteur d'un SMIC revalorisé), en clair une véritable sécurité sociale du chômage.

De tels droits auraient un double effet : celui de sortir de la pauvreté et de l'insécurité sociale des millions de personnes, mais aussi de permettre à celles et ceux qui ont un emploi d'être moins soumis·es à la pression patronale, tant au niveau des salaires que sur le plan des conditions de travail.

Solidaires revendique également :

- **l'abrogation de la « réforme » des retraites mais aussi de l'ensemble de celles qui ont porté atteinte ces dernières années aux droits des chômeurs et des précaires.**
- **l'augmentation des salaires dans le public comme dans le privé avec un SMIC à 2 000 euros net mais aussi et surtout l'égalité de salaires entre femmes et hommes. Par effet mécanique ces augmentations entraîneraient plus de cotisations sociales pour remplir nos Caisses de sécurité sociale et de chômage.**
- **la défense, l'accès et le développement des services publics de qualité partout sur le territoire.**
- **l'arrêt des exonérations de cotisations sociales, partie socialisée de nos salaires (80 milliards/an), qui au nom du « coût du travail », et donc du profit, mettent à mal notre système de Sécurité sociale, toutes branches confondues.**